

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Groupement de commandes pour les travaux de rénovation des sous-stations du bâtiment R1

Coordonnateur du groupement :

Université de Toulouse

41, allées Jules Guesde – CS 61321

31013 Toulouse

Marché 2023-093 à 094

**Travaux de rénovation de la sous-station de la résidence R1 sur le campus de l'INSA de
Toulouse**

*Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la
commande publique*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Sommaire

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Pouvoir adjudicateur	5
1.2 Mode de passation	5
1.3 Décomposition du marché.....	5
1.3.1 Allotissement.....	5
1.3.2 Tranches.....	6
1.3.3 Variantes.....	6
1.3.4 Prestations supplémentaires éventuelles	6
1.4 Forme du marché.....	6
1.5 Réalisation de prestations similaires	6
1.6 Intervenants	6
2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	7
CHAPITRE II – REALISATION DES OUVRAGES	8
4. DUREE DU MARCHE	8
4.1 Durée du marché	8
4.2 Délais d'exécution	8
4.3 Calendrier détaillé d'exécution	8
4.4 Prolongation du délai d'exécution.....	9
5. PENALITES.....	9
6. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
6.1 Les ordres de service	10
6.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	10
6.3 Remise des documents d'études et plan d'exécution	11

6.4	Registre de chantier	11
6.5	Réunion de chantier	11
6.6	Sécurité et hygiène du chantier.....	11
7.	TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX	11
8.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	12
8.1	Essais et épreuves	12
8.2	Réception	12
8.2.1	<i>Dispositions applicables à la réception</i>	<i>12</i>
8.2.2	<i>Levée des réserves</i>	<i>12</i>
8.3	Documents fournis après exécution	12
9.	GARANTIES	13
9.1	Garantie de parfait achèvement.....	13
9.2	Garantie biennale.....	13
9.3	Garantie décennale.....	13
10.	ASSURANCES.....	13
10.1	Assurances souscrites par le titulaire	13
10.2	Assurance de responsabilité civile professionnelle	13
10.3	Assurance de responsabilité décennale :.....	14
10.4	Dispositions communes	14
	CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES	15
11.	CLAUSES DE FINANCEMENT	15
11.1	Retenue de garantie	15
11.2	Avance	15
11.3	Nantissement.....	16
12.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	16
12.1	Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	16
12.1.1	<i>Répartition des dépenses communes de chantier.....</i>	<i>16</i>

12.1.2	Contenu des prix	16
12.1.3	Règlement des comptes	17
12.2	Variation dans les prix	18
12.3	Application de la taxe à la valeur ajoutée	18
12.4	Agrément et paiements des sous-traitants.....	18
12.5	Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :	18
12.6	Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement	19
CHAPITRE IV RESILIATION		19
13.	RESILIATION - MESURES DE RESILIATION	19
14.	DIFFERENDS ET LITIGES	19
15.	DEROGATIONS AUX CCAG	19

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet la rénovation des sous-stations du bâtiment R1 de l'INSA de Toulouse, résidence qui a fait l'objet des travaux de rénovation énergétique au cours de l'année écoulée. Les travaux sont achevés de manière provisoire dans l'attente du raccordement final lié au présent marché.

Il est par ailleurs précisé que :

- La partie PRIMAIRE de la sous-station (partie en amont des vannes des échangeurs y compris échangeurs), est la propriété du SGE
- La partie SECONDAIRE de la sous-station (partie en aval des vannes des échangeurs hormis les échangeurs), est la propriété de l'INSA.

La description des ouvrages attendus et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot.

Lieu d'exécution :

Les travaux de la présente consultation sont à réaliser à la résidence R1 située sur le campus de l'INSA 135 avenue de Rangueil 31400 Toulouse. Il est précisé que le candidat sera également amené à intervenir dans d'autres sous-stations qui sont alimentées par la résidence R1 dans les conditions prévues par les CCTP et leurs annexes.

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage de l'opération, est le groupement de commandes désigné en en-tête et ayant pour coordonnateur l'Université de Toulouse sis 41, allées Jules Guesde – CS 61321 - 31013 Toulouse Cedex 6.

Les parties prenantes à ce groupement de commandes sont :

- L'Université de Toulouse sis 41, allées Jules Guesde – CS 61321 - 31013 Toulouse Cedex 6 et agissant pour le Service inter-établissement de Gestion et d'Exploitation
- L'INSA de Toulouse sis 135 avenue de Rangueil – 31077 Toulouse Cedex 4

Le coordonnateur a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution du marché au nom de l'ensemble des membres du groupement, conformément à la convention de groupement de commandes établie entre les deux parties.

1.2 Mode de passation

Le présent marché est passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

Cette procédure fait suite au classement sans suite de la précédente consultation pour des motifs techniques et juridiques d'intérêt général.

1.3 Décomposition du marché

1.3.1 Allotissement

Les travaux sont répartis en 2 lots séparés qui sont définis comme suit :

LOT	INTITULE	CODE CPV
01	Hydraulique	45330000 – Travaux de plomberie

02	Electricité, automatisme et supervision	45311000 – Travaux de câblage et d'installations électriques 45311100 : Travaux de câblage électrique 45311200 : Travaux d'installations électriques
----	---	--

1.3.2 Tranches

Le marché ne prévoit pas de tranches.

1.3.3 Variantes

Le marché ne prévoit pas de variante. La présentation de variante à l'initiative du candidat n'a pas été autorisée.

1.3.4 Prestations supplémentaires éventuelles

La consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

1.4 Forme du marché

Les marchés résultant de cette procédure prennent la forme de marchés ordinaires traités à prix global et forfaitaire.

1.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 Intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :	UNIVERSITE DE TOULOUSE 41, allées Jules Guesde - CS 61321 31013 Toulouse cedex 09
MAÎTRE D'ŒUVRE :	HYLOZ 9 Chemin de lourmet 31180 CASTELMAUROU
CONTROLEUR TECHNIQUE :	Le contrôleur technique sera désigné en cours de procédure
COORDINATEUR SPS	Le coordinateur SPS sera désigné en cours de procédure

Le maître d'œuvre se voit confier les missions suivantes au sens du code de la commande publique venant codifier la loi MOP : PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR/DOE.

La mission d'EXE (études d'exécution) est à la charge de l'entreprise de chaque lot.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- mission L, portant sur la solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables (solidité des ouvrages en sous-station),
- mission LE, portant sur la solidité des existants
- mission STi, portant sur la sécurité incendie dans les bâtiments (conformité des équipements techniques notamment sur le plan hydraulique, thermique et électrique pour les sous stations),
- mission F, portant sur le fonctionnement des installations (fonctionnement pour l'aspect du comportement hydraulique de l'installation globale réseau existant / sous-stations primaires / réseau étendu),
- mission PV, portant sur le recollement des procès-verbaux des installations techniques

Il convient d'indiquer que PROMOLOGIS est cité à titre purement informatif dans les CCTP en tant que bailleur des résidences et n'intervient aucunement dans les marchés.

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par **dérogation à l'article 4.1** du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du lot considéré et son annexe financière (CDPGF) par établissement dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- La mise au point éventuelle du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des charges techniques du SGE et le Cahier des Clauses Techniques Particulières de chacun des lots ;
- Le schéma de principe ;
- Les tables d'échange du lot 2 pour les deux établissements ;
- Le calendrier détaillé d'exécution détaillé validé par les parties et notifié par ordre de service ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) et ses fascicules en annexe, applicable aux marchés publics de travaux (Arrêté du 28 mai 2018) ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales et les Documents Techniques Unifiés (C.C.S. et D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministère chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leurs sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- l'ensemble des normes et DTU en vigueur ayant trait aux prestations faisant l'objet du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre

En cas de contradiction entre le CCTP et les différentes annexes, la contrainte la plus forte prime.

Le titulaire est tenu de respecter tous les documents législatifs et réglementaires en vigueur.

3. NOTIFICATION

Par **dérogation à l'article 3.1 du CCAG-Travaux**, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par le coordonnateur du groupement et de ses annexes au titulaire. Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées à l'article 2 deviennent contractuelles.

CHAPITRE II – REALISATION DES OUVRAGES

4. DUREE DU MARCHE

4.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement. La durée globale d'exécution court à compter de cette même notification.

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dans le respect des mesures sanitaires. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché commencent à courir à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. A titre indicatif, le délai global prévisionnel d'exécution des travaux est estimé à 8.5 mois période de préparation et réception comprises.

La période de préparation du marché ne pourra excéder deux mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. A titre prévisionnel, cette durée a été fixée à 3 semaines dans le planning prévisionnel du marché.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble conformément au calendrier d'exécution visé à l'article 4.4 du présent CCAP

La coupure d'eau surchauffé (et donc d'ECS sur les résidences R1, R2, R3, R4 et R7) et les travaux qui la nécessite doivent impérativement être réalisés entre le 15 juillet 2024 et le 31 août 2024.

4.3 Calendrier détaillé d'exécution

Sur la base des calendriers remis dans les offres, le calendrier détaillé d'exécution sera notifié par ordre de service au(x) titulaire(s) par le maître d'œuvre et se substituera au calendrier prévisionnel.

Il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard prévues dans le cadre du marché.

Au cours de la réalisation des travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de réviser ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés.

4.4 Prolongation du délai d'exécution

A peine de forclusion et de ne pouvoir notamment bénéficier des stipulations de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine et dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution, sauf s'il s'agit d'une prolongation pour cause d'intempéries.

Les journées d'intempéries correspondant exclusivement aux jours d'intempéries au sens de l'article L. 5424-8 du code du travail, c'est à dire les intempéries pendant lesquelles le travail aura été momentanément arrêté, justifiées par les fiches de la station météorologique la plus proche.

Par ailleurs les journées d'intempéries ne sont considérées comme une cause de prolongation des délais d'exécution qu'à compter du 5^{ème} jour d'intempéries.

5. PENALITES

Par **dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, le titulaire est soumis aux pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Il est précisé que toutes les pénalités sont non révisables et cumulatives.

Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

Aussi, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu. Enfin, **par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux**, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Dans le cadre du marché les pénalités suivantes sont ainsi applicables :

Retard dans l'achèvement des travaux Y compris repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux 300 € par jour calendaire de retard
Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré	Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux 300 € par jour calendaire de retard
Retard sur l'interruption de service (y compris le week-end)	Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux 300 € par jour calendaire de retard
Retard de levée de réserves	150 € par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du PPSPS, des échantillons	300 € par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des plans d'exécution	300€ par jour calendaire de retard
Pénalités pour non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	300 € par infraction constatée
Pénalités pour absence ou retard (> à 15minutes) aux rendez-vous de chantier, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le CSPS ou le maître d'ouvrage	300€ HT par infraction
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés	200 € HT par jour calendaire de retard
Pénalités relatives à la protection du site : Dépôt dans une benne non appropriée Cantonement non entretenu Stockage en zone interdite Dépôt de gravats sauvage Nettoyage	200€ par infraction constatée

Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant	500€ HT par jour calendaire de retard à compter de la découverte du sous-traitant non déclaré et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance
Pénalité pour non-respect du mémoire technique	300€ par constat de manquement
Pénalité pour non-respect de la zone fumeur	Le chantier sera considéré comme une zone non-fumeur. Toute entreprise dont le personnel de chantier sera surpris en train de fumer se verra appliquer une pénalité de 300€ par constat et par agent.

6. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX

En plus des dispositions indiquées dans les CCTP propres à chaque lot les précisions suivantes sont apportées :

6.1 Les ordres de service

Les ordres de services seront notifiés par la maîtrise d'ouvrage ou par le maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner date certaine.

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Ainsi, seront signés ou contresignés par le maître d'ouvrage les ordres de services suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Modification des délais d'exécution du marché
- Notification du prix nouveau aux titulaires pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,

En conséquence, tous travaux supplémentaires ou modifications techniques ne pourront être exécutés qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

6.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Le(s) titulaires procéderont, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

- Participation à l'état des lieux contradictoires entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire avec établissement d'un rapport illustré de photos par le Titulaire et soumis au Maître d'ouvrage pour validation.
- Participation aux réunions éventuelles de mise au point du calendrier détaillé,
- Établissement du plan particulier de sécurité et de la protection de la santé (PPSPS), conformément à la section V du décret 94-1159 du 26/12/94,
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans de fabrication en atelier (PA) et les plans de façonnage sur chantier (PC), accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28 du CCAG - Travaux
- Réalisation des installations de chantier,
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier,
- Désignation de la personne chargée de l'autocontrôle,
- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution et de coordination,
- Établissement des plans de réservations, d'implantation des équipements et des terminaux à soumettre au visa du maître d'œuvre préalablement à l'établissement des plans d'exécution.

6.3 Remise des documents d'études et plan d'exécution

L'élément de mission EXE est confié au titulaire conformément aux dispositions du CCTP propre à chaque lot.

Les plans, notes et études sont soumis au visa du maître d'œuvre en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Par **dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG**, le délai de délivrance du visa par le maître d'œuvre est fixé à sept (7) jours calendaires. Le titulaire ne pourra pas commencer l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu de visa favorable des intervenants précités sur l'ensemble des documents nécessaires.

6.4 Registre de chantier

Par **dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux**, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

6.5 Réunion de chantier

La fréquence des réunions de chantier est hebdomadaire. La définition des jours et horaires seront fixés lors de la réunion de démarrage. Les convocations des entreprises se feront ensuite chaque semaine par l'intermédiaire des compte-rendu de chantier MOE.

6.6 Sécurité et hygiène du chantier

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31.4 du CCAG, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Il est par ailleurs indiqué que le titulaire devra tenir compte des indications prises par le SPS.

7. TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX

Par **dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux** et en application des articles R.2194-2 à R.2194-9 du code de la commande publique, lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, le représentant du pouvoir adjudicateur peut soit conclure un avenant soit notifier au titulaire une décision de poursuivre. A défaut, les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Pour qu'une modification des travaux puisse entraîner une plus ou moins-value du prix forfaitaire convenu il faut qu'elle ait été demandée par le maître d'ouvrage et qu'elle entraîne novation par rapport au CCTP. Si des modifications sont apportées par le titulaire à la consistance des ouvrages par suite d'imprécisions dans ses études d'exécution ou d'erreurs dans l'exécution des travaux, le montant du marché ne pourra en aucun cas être modifié.

A cette fin, la décomposition du prix global et forfaitaire sera utilisée pour les prix unitaires qu'elle contient et pourra servir à déterminer le montant des éventuelles modifications demandées par le pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les travaux modificatifs devront, avant exécution, faire l'objet d'un ordre de service et d'une fiche de travaux modificatifs signée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mentionnant les répercussions sur les prix et les délais.

Par **dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux**, la diminution de la masse des travaux opérée par le maître de l'ouvrage peut être supérieure au 1/20ème de la masse des travaux, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité pour préjudice.

8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et épreuves

Le titulaire doit tous les essais imposés par la réglementation et selon les modalités décrites aux CCTP et ses annexes. La réception ne pourra être prononcée que dans le cas où les essais réalisés seraient concluants.

8.2 Réception

8.2.1 Dispositions applicables à la réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux, compte tenu des compléments suivants.

Conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux, le titulaire est chargé d'aviser le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Cependant, et par **dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux** en cas d'absence d'information par le titulaire sur la date d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre convoque le titulaire pour réaliser les opérations préalables à la réception, à la date d'achèvement des travaux prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Par **dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux**, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

Il est précisé que les décisions de réception seront signées par le coordonnateur du groupement de commandes. Il sera appliqué une réception unique pour tous les lots considérés.

8.2.2 Levée des réserves

Les dispositions de l'article 41.5 à 41.7 du CCAG Travaux sont applicables avec les précisions suivantes.

Sur proposition du maître d'œuvre, le coordonnateur du groupement fixe dans la décision de réception le délai dans lequel le titulaire du marché devra lever ses réserves. En cas d'absence des levées des réserves dans les délais prévus, les pénalités prévues à l'article 4 pourront être appliquées.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du maître d'œuvre, ainsi que le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

8.3 Documents fournis après exécution

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) est à remettre au maître d'œuvre dans les conditions prévues par le CCAG Travaux et notamment son article 40.

Par ailleurs, le titulaire devra fournir au coordonnateur S.P.S., les renseignements nécessaires à la réalisation du document des interventions ultérieures sur ouvrages (D.U.I.O).

Les conditions de présentation des DOE sont précisées dans les CCTP propres à chacun des lots

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes à l'exécution, il devra donc reporter sur les plans toutes éventuelles modifications intervenues en cours de chantier.

9. GARANTIES

9.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, la garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la réception des travaux s'applique, sous réserve d'une décision de prolongation de la présente garantie dans les conditions fixées par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

9.2 Garantie biennale

Les éléments d'équipement de l'ouvrage n'entrant pas dans le champ de la garantie décennale font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux (2) ans à compter de sa réception au sens de l'article 1792.3 du Code civil.

9.3 Garantie décennale

La garantie décennale impose au titulaire de réparer les dommages survenus au cours des dix années suivant la réception et qui : soit compromettent la solidité de l'ouvrage construit soit rendent l'immeuble construit impropre à sa destination

Elle s'étend aux éléments d'équipements indissociables de l'ouvrage.

10. ASSURANCES

10.1 Assurances souscrites par le titulaire

Le titulaire fait son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans l'ouvrage.

Il veille aussi à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la réglementation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent en tant qu'engins en dehors de toute circulation.

Par **dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux**, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, avant la signature du marché puis au cours du premier trimestre de chaque année les attestations d'assurance suivantes.

10.2 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Nonobstant les polices qui pourraient être souscrites par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir au Maître d'Ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurances justifiant la souscription de la police de responsabilité civile.

Elle sera rédigée par les sociétés d'assurances en un seul exemplaire original ; elle vaudra quittance de paiement de la prime et comportera la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

L'attestation devra préciser :

- La liste exacte des activités pour lesquelles l'Titulaire est garanti,
- La période de validité,
- La nature des garanties,
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous,
- Les éventuelles franchises,
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.
-

10.3 Assurance de responsabilité décennale :

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurance justifiant la souscription de la responsabilité décennale

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil pendant les périodes de garantie définies par les articles 1792 et 2270 précités.

Le candidat retenu sera tenu de produire à la demande du maître de l'ouvrage une attestation d'assurance dont la période de validité couvrira la date d'ouverture de chantier.

Les polices souscrites par le titulaire devront être gérées en capitalisation.

Les franchises sont à la charge du titulaire. Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le Maître d'ouvrage

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

La non production des attestations d'assurance des membres du groupement ou des sous-traitants est un obstacle à la conclusion des marchés.

Contenu des attestations d'assurance :

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation.

10.4 Dispositions communes

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner sa résiliation.

CHAPITRE III DISPOSITIONS FINANCIERES

11. CLAUSES DE FINANCEMENT

11.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq (5) pourcent du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-42 du code de la commande publique.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

11.2 Avance

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement si le montant du marché est supérieur au seuil fixé par le code de la Commande Publique et sous réserve que le titulaire ait constitué une garantie à première demande (GAPD) l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

L'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux s'applique :

- Dans le cas où les titulaires seraient une PME l'avance sera portée à 30%
- à défaut elle sera de 5%.

L'avance sera versée par chaque établissement membre du groupement selon le montant du marché indiqué dans la partie d'annexe financière qui le concerne.

La répartition des avances en cas de cotraitance, se fait au prorata de la répartition des paiements.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande. La sûreté devra être versée à chaque établissement membre du groupement selon le montant qui le concerne.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché dans la mesure où la sûreté est transmise dans les temps au maître d'ouvrage. Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix commandé concerné.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

11.3 Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire. Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur une copie du marché, certifiée conforme, revêtue de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique ».

12. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

12.1 Répartition des dépenses - contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

12.1.1 Répartition des dépenses communes de chantier

Il n'est pas prévu de compte prorata.

12.1.2 Contenu des prix

Le prix global et forfaitaire prend en compte et de manière non limitative :

- Les frais d'installation de chantier, dont les frais d'occupation de voirie et les éventuels frais d'huissier, et les frais de plans et documents d'exécution des installations ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des éléments à poser et à installer ;
- Les frais d'études techniques et d'établissement des documents d'exécution à la charge du titulaire ;
- Les frais de piquetage le cas échéant ;
- Les frais résultant des demandes et observations de l'expert nommé dans le cadre d'un référé préventif, du maître d'œuvre et du contrôleur technique ;
- Les frais d'essais des matériaux, matériels, prototypes et installation et établissement des PV d'essais ;
- Les frais de nettoyage, d'enlèvement et de tri des déchets, gravas et emballages en cours et en fin de chantier, celui-ci devant resté dans un état de propreté acceptable pour le maître d'ouvrage, ainsi que les frais d'entretien de voirie ;
- Les frais d'assurances de toutes natures ;
- Les frais d'établissement des plans de recollement, des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations ...

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en euros.

- En tenant compte de toutes les sujétions d'exécution, notamment celles mentionnées à l'article 9.1 du CCAG Travaux.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites fixées au présent CCAP.

Les prix comprennent également les éventuelles incidences financières dues au strict respect des instructions figurant dans le Plan Général de Coordination (PGC) et ses modifications ultérieures ainsi que des décisions prises en matière de sécurité santé par le coordonnateur.

12.1.3 Règlement des comptes

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire sont réglées sur la base de projets de décomptes mensuels présentés par l'entreprise et dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans la CDPGF.

12.1.3.1 Projets de décomptes et acomptes mensuels

Pour chacun des lots, le marché s'exécute avec deux DPGF distinctes chacune correspondant à un établissement membre du groupement de commandes. Chaque titulaire veillera par conséquent à dresser son projet de décompte distinctement dans les conditions fixées ci-après et conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux. Lors de la première réunion de chantier, un formulaire type de Certificat de paiement, sera joint au compte-rendu. Il devra impérativement être joint en première page de chaque situation mensuelle d'entreprise, sous peine de rejet immédiat.

Le titulaire transmet à la maîtrise d'œuvre et à chaque établissement membre du groupement de commande le projet de décompte mensuel correspondants à son avancement et celle de son sous-traitant le cas échéant par mail aux adresses suivantes : Yannick.joseph@hyloz.fr pour la maîtrise d'œuvre, Virginie.martinez@univ-toulouse.fr pour l'Université de Toulouse et infrastructures-finances@insa-toulouse.fr pour l'INSA.

Sur cette base, la MOE renvoie au titulaire un projet d'état d'acompte incluant la révision de prix permettant au titulaire de déposer la facture incluant la révision de prix dans Chorus.

12.1.3.2 Décompte final – Décompte général – Solde

Après achèvement des travaux, chaque titulaire veillera à dresser son projet de décompte final distinctement pour chacun des établissements.

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 12.3.1 à 12.3.4 du CCAG Travaux pour chacun des établissements membres du groupement de commandes.

L'établissement du décompte final et général par le maître d'œuvre ainsi que la notification du décompte général à l'entreprise et le mandatement du solde correspondant par chaque établissement interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 12.4.1 à 12.4.5 du CCAG Travaux.

Le décompte général est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

12.1.3.3 Présentation des demandes de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique et conformément aux dispositions prévues aux articles 12.1.1 du CCAG Travaux.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures seront émises électroniquement le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- Pour l'établissement Université de Toulouse :
 - Siret 130 021 322 000 16
 - Code service exécutant : 7000
- Pour l'établissement INSA de Toulouse :
 - N° de SIRET de l'INSA : 193.101.524.00018
 - N° de TVA intracommunautaire : FR.20.193.101.524
 - N° de code service : *pas de code service*
 - N° d'engagement : *à demander au Pôle Marchés lors de la notification*

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

12.2 Variation dans les prix

Les prix sont révisibles.

La formule de révision est la suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + (0,85 \times \ln-3 / I_0))$$

Avec:

P₀ : Prix initial du contrat au mois de remise des offres

P_n : Prix révisé au mois d'exécution des travaux

I₀ : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

ln-3 : Valeur de l'index de référence au mois auxquels les travaux se rapportent moins trois mois (m-3)

L'index de référence « I » choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant (propre à chaque lot)

- Lot 1 : BT 40
- Lot 2 : BT 47

Dans certains cas, l'index pris en compte est une combinaison d'index de référence tels que définis ci-dessus.

Les indices sont publiés au Bulletin officiel du Ministère en charge du calcul des indices Bâtiments et Travaux Publics. Les index sont consultables sur le site de l'INSEE.

12.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

12.4 Agrément et paiements des sous-traitants

Le titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975 et selon les dispositions du CCAG Travaux, notamment son article 3.6. Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

Le titulaire a l'obligation de déclarer et de faire accepter son sous-traitant par le coordonnateur : il doit également faire agréer les conditions de paiement du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte expose le titulaire à la résiliation du marché et le sous-traitant à ne bénéficier d'aucun paiement des prestations effectuées.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, par **dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux**, il incombe au titulaire et non au coordonnateur de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

12.5 Conditions d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement :

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage ne pourront être accordés qu'après mainlevée à hauteur de la ou des part(s) sous-traité(s), du nantissement affectant éventuellement le contrat principal.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de marché, l'acceptation est subordonnée au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Pour les sous-traitants agréés par l'Administrateur, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte des modalités de variation des prix prévues dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

12.6 Délai global de paiement du titulaire et du sous-traitant payé directement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de quarante (40) euros.

CHAPITRE IV RESILIATION

13. RESILIATION - MESURES DE RESILIATION

Il est fait application de l'article 50 et suivants du CCAG Travaux.

14. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

15. DEROGATIONS AUX CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article C.C.A.P.	Déroge à l'article du CCAG Travaux
2	4.1

5	19.2.4
5	19.2.1
5	19.2.2
5	19.2.3
6.3	29.1.5
6.4	28.5
7	14.4.3
7	15.1
8.2.1	41
8.2.1	41.1.3
10.1	8.1.3
12.4	3.6.1.2